

À toi qui me lis,

Je t'écris depuis une échoppe prise en étau entre un garage aux murs couverts de suie et une boutique de ventilateurs sur le boulevard Saeb Salam, dans le quartier de corniche el-Mazraa de Beyrouth. Le nom ne te dira peut-être rien. Ferme les yeux et essaie d'imaginer une grande avenue séparée par un terre-plein d'où l'on traverse en courant un flot continu de véhicules qui ne s'arrêtent que si ta jambe s'apprête à frôler leur parechoc, un boulevard orné de magasins aussi bigarrés que l'état des immeubles plus ou moins branlants qui les accueillent, de Naamani spare parts et ses pièces de Suzuki, Toyota et autre Subaru au vendeur adjacent de knefeh (le dessert le plus lourd du Liban, ce qui n'est pas peu dire) en passant par les marchands de fruits ambulants et, nouveaux venus, les vendeurs de panneaux solaires. Ces derniers pullulent depuis que le pays du Cèdre n'a plus que deux heures d'électricité publique par jour à offrir aux citoyens qui n'ont pas encore fui sa déchéance économique, sociale et financière par voie aérienne ou maritime, ces derniers au péril de leur vie.

Au seuil de l'échoppe, une chaise en plastique blanc, sommet de l'ingénierie sociale locale, invitation à l'hospitalité et à la palabre dans un pays dénué d'espace public où le trottoir fait office de lieu de rencontre. Quoiqu'il se passe, tu retrouveras toujours ce genre de boutiques improvisées aux quatre coins du petit territoire filiforme de 10 452 km² : la livre libanaise n'a cessé de s'effondrer, le pays est en défaut de paiement depuis mars 2020, le port de Beyrouth est parti en fumée le 4 août 2020 dans une déflagration qui a fait plus de 215 morts, des embarcations de fortune remplies de familles fuyant la misère s'abîment en mer... mais pour ceux qui restent, il faudra toujours des chips, des clopes et du café pour tenir bon dans les embouteillages !

Je me suis installé à côté d'une machine Rancilio, classe 6, et le jeune Awal, mâchoire carrée et duvet sur la lèvre supérieure, est sorti de derrière des étals de chips, de jus chimiques et de barres chocolatées pour me servir un café aussi serré que le pouvoir d'achat des Libanais et aussi amer que leur humeur. Autour de moi flotte l'odeur singulière de Beyrouth, ce mélange d'effluves d'essence et de pots d'échappement, saupoudré de fumée de cigarette, d'une douce exhalaison de déchets et recouvert d'un parfum rassérénant de café. Welcome to Lebanon, le pays où on peut skier et se baigner dans la même journée !

Je bois une lampée brûlante et je contemple, de l'autre côté du terre-plein, la silhouette de la mosquée Jamal Abdel Nasser, son minaret vert, ses façades noircies par la pollution routière. Avec la poste libanaise, Dieu sait quand tu recevras cette lettre,

mais sache que nous sommes le 27 avril 2022, 47 ans après le déclenchement officiel de ladite « guerre civile » le 13 avril 1975, que la plupart des Libanais nomment plutôt « événements » et une minorité d'esprits lucides la « guerre incivile ». Si je me suis installé ici, c'est pour te raconter un autre point de départ. Celui d'un pan de l'histoire de ce conflit qui a peu à peu été enfoui sous des couches successives d'amnésie officielle, de reconstruction lascive, de nouveaux accès de violence et, pourquoi le cacher, d'une bonne dose de résignation collective face aux innombrables défis du quotidien.

Je me suis dit qu'en m'asseyant là, une trace de cette journée du 25 novembre 1982 où tout a commencé aura perduré dans le paysage urbain et que je pourrai te la décrire. Mais je ne vois rien de spécial. Peut-être que si Wadad Halwani était venue boire un café avec moi, elle aurait pu faire renaître la scène telle qu'elle l'a vécue, elle qui est à l'origine de tout. Mais, chose étrange, cette femme d'un mètre cinquante capable d'en imposer aux pires zou'ama, ces leaders politico-confessionnels qui dominent le pays, préfère la tisane. Je me souviens de ce jour de février 2019 où, assise devant une tasse de thé au gingembre dont elle déplorait le manque de saveur dans un bar du quartier animé de Badaro, elle m'avait décrit cette journée :

« On peut dire que la naissance du comité des personnes enlevées et disparues du Liban a eu lieu le 25 novembre 1982. Mon mari Adnan a été enlevé le 24 septembre. J'ai commencé à le chercher partout. Je suis allée jusqu'à voir le président. Il m'a dit que d'autres étaient venues le voir. Le Premier ministre m'a répété la même chose. Le ministre de la Justice, le mufti... Tous me disaient avec une compassion plus ou moins feinte : « Oui, ma pauvre, beaucoup d'autres sont venues ». « Qui ? Donnez-moi leurs noms ! » Je pensais qu'il y en aurait peut-être quatre autres comme moi, je les imaginai grandes, avec des talons, pour pouvoir faire bonne impression (rires). Ce jour-là, j'ai donc envoyé un message à la radio pour que tous les proches de personnes enlevées se retrouvent à corniche el-Mazraa pour faire connaissance, au coin de la mosquée Abdel Nasser, à côté de l'école où j'étais institutrice. Le jour J, je descends la rue de l'école et je vois un attroupement énorme de loin. Que se passe-t-il ? Je ne fais pas le lien. Je pensais qu'il n'y aurait que quatre femmes. Or, au moins 200 avaient répondu à mon appel, des femmes et des enfants. Aucun homme. Rien que d'y penser, j'en ai des frissons. »

Au pied de la mosquée Abdel Nasser, des dizaines de femmes brandissent des pancartes, lèvent un poing serré et hurlent des slogans, la bouche déformée par la douleur et la colère. Ces femmes de tous âges et de toutes confessions religieuses réclament une seule et même chose : la libération de leurs proches enlevés par des miliciens ou des soldats. À leurs côtés, des gosses les regardent, éberlués, tant ils sont habitués à voir ces mains leur préparer du kebbé ou des maamouls (un autre dessert incontournable).

Cette scène, je ne l'aperçois pas entre deux capots depuis l'échoppe d'Awal. Elle est tirée d'une archive de l'article titré *Libérez les prisonniers, enfermez les miliciens*, publié le 27 novembre 1982 dans le quotidien *Beirut el-Masa*. Comme moi, tu n'avais

sûrement jamais entendu parler de cette manifestation impromptue. De la guerre incivile du Liban te viennent peut-être à l'esprit des images de miliciens bardés de symboles religieux, des scènes de massacres, de bombardements israéliens, de résistance palestinienne, le tout sur fond d'immeubles éventrés séparés par une ligne de démarcation, la ligne verte, devenue un véritable écosystème à force de ne plus être traversée.

Tu as déjà dû entendre des Français s'écrier « *C'est Beyrouth!* » face à une scène de chaos relatif. Eh bien dis-toi qu'à Beyrouth, la mémoire des « événements » est aussi fragmentée que le pays aux 18 confessions religieuses, car les enfants comme Awal n'apprennent pas ce qui s'est passé à l'école, où les livres d'histoire s'arrêtent en 1943, date de l'indépendance. Ajoute à cela que le 26 août 1991, quelques mois après la fin de la guerre, une loi d'amnistie générale a été votée pour tous les crimes ou presque commis pendant le conflit, promouvant une amnésie officielle et une impunité permettant aux seigneurs de guerre d'hier de devenir les leaders politiques d'aujourd'hui. Mélange-le tout, et tu comprendras que la mémoire est comme beaucoup de choses au Liban : une richesse menacée de disparition. De la guerre, chacun se contente de la version qui circule dans son cercle familial, la plus répandue étant celle du silence. Quoi de plus naturel ? Quand on a vu, fait ou subi des choses indicibles, pourquoi voudrait-on s'en souvenir, voire les transmettre à ses enfants et les traumatiser à leur tour ? Je parle en connaissance de cause, moi qui, né en France d'un père libanais ayant fui la guerre, ai découvert passée la trentaine qu'il avait été le témoin de massacres entre milices chrétiennes.

Mais le silence démange. Il m'a fait revenir, aimanté par l'envie de mettre des mots sur ce vide sémantique. Au début, j'ai lu les récits de la guerre écrits par ceux qui l'ont menée. « *Des acteurs de la guerre sont devenus des acteurs de la mémoire de la guerre : leurs mémoires constituent une source importante sur le conflit, et même une source autorisée, étant donné le savoir qui leur est reconnu en la matière* », dit l'historienne Carla Eddé dans l'ouvrage collectif *Mémoires de guerres au Liban*. Peu à peu, j'ai compris que ces récits permettaient à leurs auteurs de se justifier et, en creux, d'empêcher d'autres voix de se faire entendre, comme celles de Wadad et des proches de personnes victimes de disparition forcée pendant la guerre.

Dans le brouhaha du bar de Badaro, Wadad m'avait rassuré sur ce point : « *Je suis institutrice, donc j'ai la voix qui porte!* » L'archive photographique du journal *Beirut el-Masa* montre un cri qui perdure depuis quarante ans. En ce 25 novembre 1982, un mouvement non violent organisé par des femmes est né en pleine guerre pour exiger le retour d'époux, de frères, de pères et d'enfants kidnappés arbitrairement. Un hurlement collectif qui allait jeter l'opprobre sur les actions mortifères des seigneurs de guerre et de leurs hommes de main, lesquels auront tout fait, jusqu'à aujourd'hui, pour faire disparaître leur cause de la mémoire collective. Wadad Halwani, présidente du comité des personnes enlevées et disparues du Liban depuis cette première manifestation, a participé à l'échec de leur entreprise amnésique. Car des documents comme cet article de presse, elle en a archivé 5 474 en quatre décennies d'accumulation méthodique et obsessionnelle.

Des archives qu'elle a démarrées par amour et poursuivies par mission :

« Quand ils ont pris Adnan, ils ont dit qu'il reviendrait dans cinq minutes. Cinq minutes, un jour, deux jours... Il ne revenait pas. Or chaque matin, nous avions l'habitude d'acheter les journaux ensemble. Alors j'ai commencé à les acheter pour lui et à les accumuler. J'ai senti que la pièce allait déborder. Alors je me suis mise à découper les articles qui pourraient l'intéresser. Quand notre mouvement a commencé, les journaux ont commencé à écrire sur nous et là aussi, j'ai conservé les articles : c'est ainsi que les archives ont démarré. Or ma maison est petite. Elle a fini par être remplie de papier. Seul le lit n'était pas envahi ! Je l'ai appelée «la maison de papier». »

Si je t'écris cette lettre, c'est pour te parler de ces coupures de presse jaunies. Je t'imagine en train de soupirer de déception. Tu préférerais que je te décrive les soirées de dabkeh arrosées à l'arak, le doux son de l'oud et les mélodies de Fairuz ? Mets la chanson El boustah (le bus) de la diva libanaise et reste encore un peu. Je ne t'ai pas encore raconté comment ces archives, qui racontent le combat des familles des disparus, ont bien failli elles-mêmes disparaître. Eh oui, seule Fairuz est immortelle au pays du Cèdre. Laisse-moi payer Awal et t'emmener où tout a failli avorter. Au bout du boulevard Saeb Salam, un minivan qui file à toute berzingue sur la file de gauche me fait des appels de phare. Je réponds d'un léger signe du doigt et le voilà qui opère une queue de poisson magistrale pour venir piler devant moi dans un concert de klaxon. Je monte dans le bus 4, le dos courbé, le chauffeur redémarrant à plein pot avant que j'aie pu m'asseoir. Seul transport en commun beyrouthin réellement efficace qui traverse la ville du nord au sud, le bus 4 longe le poumon vert de la ville, Horsch Beirut. Dernier résidu des pins qui recouvraient jadis le pays, son accès a longtemps été réservé aux seuls expatriés munis d'un passeport occidental et aux Libanais munis d'un wasta, une connexion privilégiée avec les autorités, joker indispensable que ce soit pour un permis de construire, un poste dans l'administration ou, pendant la guerre, pour obtenir la libération d'un proche disparu.

Je descends à Aïn el-Remmaneh. C'est dans ce quartier à majorité chrétienne qu'a eu lieu le premier acte macabre de la guerre libanaise le 13 avril 1975, et c'est là où la famille Halwani vivait quand une nouvelle guerre a éclaté, en juillet 2006, entre Israël et le Hezbollah, parti chiite et milice armée proche de l'Iran. Wadad m'a dit que seul le lit n'était pas envahi par les archives... Mais elle parlait du sien ! Celui de Ghassan, son fils cadet, n'a pas été épargné par les travaux d'extension de la « maison de papier ». Lui qui a grandi sans père vivait entouré de visages inconnus, sans trop savoir qui ils étaient, ni quoi en faire, jusqu'à ce jour où il a eu un déclic :

« Wadad ne voulait pas partir de chez elle, mais ça devenait invivable, avec des bombes assourdissantes qui explosaient à 300 mètres de son appartement ! La question a été réglée quand la propriétaire a fini par augmenter le loyer en pleine guerre, attirée par l'appât du gain, nous poussant à déménager.

On a tout de suite compris qu'on ne pourrait pas tout prendre. Or sous mon lit, dans un rangement, il y avait toutes les archives. En le soulevant, j'ai vu ces visages me sauter aux yeux. C'étaient des photocopies A4 des visages des disparus tirées pour une exposition récente. Soudain, j'ai réalisé que ces archives n'étaient pas comme les meubles alentour. Un canapé pouvait brûler, mais si on perdait ces archives dans la guerre, c'était une perte absolue.»

Je me souviens quand Ghassan m'a expliqué pourquoi, après les avoir sauvées des bombes, il avait commencé à numériser les archives de sa mère pour les rendre accessibles à tous en les mettant en ligne. C'était le 1er juin 2017, nous étions assis sous l'un de ces ficus géants qui s'escriment à survivre dans la jungle de béton qu'est devenue Beyrouth, sur la terrasse de Mansion, une ancienne bâtisse abandonnée retapée par un collectif pour en faire un centre culturel autogéré. Ghassan, âgé de 43 ans aujourd'hui, cinéaste et illustrateur, excelle à raconter des histoires. Mais la sienne, il préférerait que d'autres s'en emparent. « *Je fais ça avant tout pour me sauver moi-même* », m'a-t-il dit ce jour-là, presque gêné. « *Car un jour, ça va faire partie de mon héritage et c'est absurde, c'est une affaire nationale pas familiale.* »

Ghassan fait partie de ces militants de la mémoire malgré eux qui tentent de sauvegarder des documents d'intérêt public. Dans un pays où les archives nationales sont un lieu quasi inaccessible nimbé de mystère, de plus en plus de Libanais s'occupent eux-mêmes de préserver leur histoire, conscients que les réponses aux problèmes contemporains du Liban se trouvent dans un passé qui ne passe vraisemblablement pas. Certains sauvegardent des photos vernaculaires, d'autres rénovent des bobines de cinéma, des archives de partis politiques ou de sociétés pétrolières. Lui, c'est la lutte des familles des disparus qui l'habite. Plus le temps passe, plus ces archives deviennent cruciales. Car Ghassan a vu les épouses, les sœurs, les mères et les filles des 17 415 disparus (un chiffre tiré d'un rapport de police au sortir de la guerre. Le comité a recensé quelque 2 300 noms de personnes disparues et signale que ce n'est pas leur nombre réel) commencer à disparaître à leur tour, emportées par la vieillesse, la maladie ou la tristesse de ne pas avoir pu faire le deuil de leurs proches. Je le revois se rouler une clope, tirer une latte, frotter ses cheveux en pagaille comme s'il pouvait y trouver la meilleure formule pour résumer son rapport aux archives de sa mère :

« Depuis 1982, deux discours sont en conflit. Celui des familles, victime, et celui de l'État, qui est celui des responsables de ces enlèvements. Ces deux pôles sont en conflit depuis 36 ans. Et ça continue. Comment impliquer les personnes qui ne font partie d'aucun des deux ? Ces archives, c'est la seule matière qui demeure après la destruction des corps des disparus, c'est en quelque sorte le corps de la lutte de toutes ces femmes au fil des années. Ce corps est une matière, elle peut être utilisée dans l'éducation, dans l'histoire, dans les romans... Alors j'avais deux choix. Ou leur tourner le dos et dire que c'était un truc de ma mère. Ou mettre ces archives sur un chemin pour qu'elles puissent vivre par elles-mêmes. »

Je te laisse deviner le choix qu'il a fait. Tu veux les voir ? Il suffit d'emprunter la rue de Damas, l'ancienne ligne verte, et de remonter le quartier de Furn el-Chebbak. Imagine une ruelle ornée de statues de la Vierge. À main gauche, un petit escalier mène à un appartement au sol recouvert de tommettes aux couleurs et aux motifs chaleureux. Dans le salon haut de plafond, Wadad sert un plat de mjaddara (riz, lentilles et oignons grillés, un classique) sur une longue table, assorti de légumes frais. Au fond, un bureau tapissé de photos de femmes brandissant des photos de disparus. Là, sur une étagère, 22 boîtes sans acide contiennent 5 574 documents : ce sont les archives du comité, la mémoire d'un combat inachevé. Le site internet non plus n'est pas encore terminé, mais ça y est, les archives ont toutes été numérisées. Six ans que Wadad et Ghassan, soutenus par une équipe de bénévoles, travaillent dessus. Ils ont accepté de m'en donner l'accès pendant qu'ils déjeunent à côté.

Beirut el-Masa, 27 novembre 1982.

« Le disparu, c'est l'un des quelque 1 500 citoyens confinés dans les cachots du Kataëb ou ceux de l'armée durant leur opération de ratissage, sans que personne ne sache où ils sont, ni de quoi ils sont accusés. Face au silence des responsables sur cette grande cause politique humaniste, les disparus libanais ont fait entendre leur voix à travers les mères, les épouses et les enfants, les yeux chargés de larmes, les cœurs lourds de chagrin (...) À corniche el-Mazraa, des unités de l'armée les ont bloquées pour empêcher les grandes questions d'être posées, pour éviter que les voix étouffées par les sanglots traversent le bureau du Premier ministre. »

Des visages de mères, d'épouses et d'enfants battant le pavé en brandissant le portrait de leurs proches enlevés ou disparus à la face des soldats qui leur bloquent le passage, il y en a des centaines dans les archives de Wadad. Ces articles sont classés dans la catégorie sobrement nommée « activités ». Or il ne s'agissait rien de moins que de manifester à une période où tout rassemblement était interdit, où le pays était occupé et pilonné d'un côté par les forces israéliennes et de l'autre par le régime syrien et où les milices armées dominaient Beyrouth, pour aller demander des comptes à des responsables politiques impuissants ou complices.

Je t'écris désormais depuis le bureau du fond, un plat de mjaddara qui refroidit à côté de la souris, les yeux rivés sur l'écran où défilent les milliers de documents collectés par Wadad. Ils sont rangés en catégories : « *La période de l'occupation* », « *archives personnelles* », « *la position officielle* », « *partis et comités* », « *les fosses communes* », « *informations sur les disparus et leurs proches* », « *organisations de soutien locales et internationales* », « *activités* » donc, mais aussi « *messages officiels* », « *procès* », « *comité des familles de personnes enlevées et disparues* » et « *production littéraire et artistique* ». Je les ouvre d'abord au hasard, puis j'improvise peu à peu une méthode : je plonge dans chaque catégorie en remontant le courant jusqu'aux premiers documents, les premières manifestations, les premières négociations, les premières promesses non tenues. Très vite, je suis frappé par ces corps de femmes qui occupent l'espace public dévasté par la guerre, qui s'incrument dans

les palais des dirigeants avec leurs foulards noués autour du cou et leurs tailleurs à trois sous. Et derrière ces articles découpés au ciseau, je devine aussi le geste archivistique de Wadad, sa compréhension aiguë de l'histoire qu'elle est en train à la fois de faire et d'écrire.

As-Safir, 28 décembre 1984.

« Dès que la nouvelle du suicide de Nayfeh Najjar Hamadé (37 ans), mère du disparu Ali Adnan Hamadé (13 ans) a circulé, les proches des personnes kidnappées et disparues ont repris leur mouvement, bloquant le point de passage entre Barbir et le Musée. (...) Elles ont coupé d'autres routes à l'aide de pierres et de bûches enflammées, empêchant le passage des voitures. »

Nayfeh Najjar Hamadé, c'est la première victime de cette lutte non violente. Il y en aura d'autres. Les archives racontent des centaines de vies brisées, ruinées par les promesses d'informations proposées par des profiteurs contre des rétributions stratosphériques et finissant toujours en fausse piste. Face à la détresse de ces femmes, les dirigeants ont su manier les mots mielleux, les paroles dégoulinantes de bons sentiments qui ne seront jamais suivies d'actes.

As-Safir, 22 décembre 1982.

« Le vice-président du parlement Mounir Abou Fadel et le député Abdellatif El-Zein affirment que les personnes kidnappées et détenues par les Forces libanaises « vont bien et vont rentrer dès que possible ». (...) Après la rencontre, M. El-Zein a affirmé : « Il est impossible pour tout humain responsable ou pas de ne pas se sentir touché par l'aspect essentiel de cette cause humanitaire (...). »

Au sortir de la guerre, les formules creuses laissent place à des lois fallacieuses. Je retrouve l'une d'elles, la loi 434 sur « les principes à suivre pour confirmer le décès des disparus », adoptée le 15 mai 1995, soigneusement classée dans la catégorie « position officielle ». Elle prévoit qu'une personne disparue dont on n'a pas eu de nouvelles depuis cinq ans peut être déclarée comme morte. Pratique, cette présomption de décès, pour passer l'éponge sur les demandes des familles et éviter d'exhumer les fosses communes. Je découvre qu'il y en a plus d'une centaine essaimées dans le petit territoire montagneux, dans des cimetières, sous un terrain de golf, sous l'asphalte d'une route que l'on traverse tous les jours. Dans les puits aussi. Et la mer. Et tu sais quoi ? Beaucoup de gens savent où ils se trouvent.

C'est peut-être superflu de te préciser que les rares charniers exhumés ont été le fait de puissances européennes pour identifier les restes de leurs compatriotes, le chercheur français Michel Seurat en 2006 et le journaliste britannique Alec Collett en 2008. Les autorités libanaises se sont, elles, contentées d'exhumer les victimes de crimes perpétrés par Israël et la

Syrie après leurs retraits respectifs du Liban en 2000 et 2005. Mais les victimes de disparitions forcées perpétrées par des milices libanaises continuent, elles, de pourrir sous nos pieds.

Les procès ? C'est peut-être à cause de mes yeux qui fatiguent, mais figure-toi que je n'ai trouvé qu'une condamnation pour disparition forcée.

As-Safir, 24 janvier 2002.

« C'est le premier jugement de ce genre sur les disparus de la guerre, ouvrant ainsi la voie aux autres proches de disparus à déposer plainte à leur tour. La cour d'assises du Mont Liban a condamné Hussein Mahmoud Hatoum à trois ans de travaux forcés pour sa participation à l'enlèvement d'Ayman Kanaan, d'Ali Fares et d'autres dans le quartier d'Ouzai. (...) « Nous ne demandons pas la pendaison, mais que les kidnappeurs reconnaissent leur crime, afin que nous puissions nous réconcilier avec eux », a déclaré Wadad Halwani. »

La réconciliation, la main tendue aux bourreaux, qui ne sont au fond personne d'autre que leurs voisins et concitoyens : ce message est constant au fil des archives. Jusqu'au 13 novembre 2018, 36 ans après le début de leur combat : ce jour historique, la loi 105 sur les personnes disparues et manquantes est adoptée par le Parlement libanais. Elle prévoit enfin la création d'une commission indépendante pour enquêter sur le sort des disparus, afin notamment d'exhumer les fosses communes et d'en identifier les dépouilles. La lutte a porté ses fruits. Mais la récolte reste maigre, car à l'heure où je t'écris, cette commission n'a toujours pas été formée.

Pendant le café (cette fois, Wadad en prend, je me disais aussi), Ghassan ne le cache pas. Après quatre décennies de lutte pour connaître le sort des disparus et six années à numériser les archives de ce combat pour éviter qu'il ne disparaisse à son tour, il est fatigué, comme si tous ses efforts avaient été ensevelis sous des débris de verre : *« J'avais la sensation à un moment que si nous parvenions à un résultat sur la question des disparus, c'est comme si un nœud allait se dénouer et permettre aux autres problèmes du Liban de se résoudre plus facilement. Aujourd'hui, avec la crise financière, l'explosion du port et l'impunité qui perdure, je me dis que ça ne résoudra rien... »*

Résoudre, peut-être pas, mais qui sait, changer le regard sur le passé pour mieux anticiper l'avenir ? Ghassan est père maintenant. Il doit s'occuper de la petite Dunia, son « univers ». Et moi, je vais peut-être proposer à Wadad d'aller boire une tisane. C'est donc à toi que je transmets le fardeau qu'ils ont trop longtemps porté seuls, en l'accompagnant des mots de l'archiviste canadien Sir Arthur Doughty, qui disait en 1924 : *« De tous les biens d'une nation, les archives sont le plus précieux. Elles sont le présent d'une génération à la suivante, et l'étendue de l'attention qu'on leur prête signe la profondeur de notre civilisation. »*

Emmanuel Haddad